

Profil pays 2019 – Guinée Equatoriale

Partie 1. Informations générales

1. Informations sur le pays

	Nom complet du pays	République de Guinée équatoriale
	Capitale du pays	Malabo
	Langue(s) officielle(s)	Espagnol
	Ports Principaux	Malabo, Bata y Cogo
	Littoral (km)	268

2. Points de contact

Point focal GI WACAF

Nom	Simon Osa Adugu
Ministère/ Département / Agence	Ministère des pêches et des ressources hydrauliques
Poste occupé	Cabinet du Ministre, conseiller technicien
Adresse	Nuevos Ministerios S/N Malabo R.G.E.
Téléphone	+2400666123785
Mobile	+2400222253575
Courriel	Simon.osa@gob.gq

Point focal OMI

Nom	Pedro Mensuy Asumu
Ministère/ Département / Agence	Ministerio des Transportes, correos y telecomunicaciones
Poste occupé	Directeur général de la marine marchande
Adresse	Carretera del Aeropuerto Malabo II S/N
Téléphone	+240222278646

Mobile	
Courriel	

Délégués nationaux participant à l'élaboration de ce document

Nom	Fonction	Organisation	Pays	Email	Numéro de téléphone
Sinon Osa Adugu	Conseiller technique	Ministère des pêches et des ressources hydrauliques	Guinée équatoriale	Simon.osa@gob.gq	+2400222253575

3. Industrie

Industries présentes dans le pays

Quels partenaires industriels du secteur <i>Oil & Gas</i> sont présents et opèrent dans votre pays ?	Industries pétrolières et gaz
Coopération avec l'industrie	
Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte et la lutte ? Si oui quel est son nom ?	Non
Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?	Non
Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement	

Partie 2. Mise à jour du Profil Pays et identification du niveau de préparation et des actions prioritaires

1. Cadre institutionnel et légal

1. Désignation de l'/des autorité(s) responsables(s)

Autorités nationales compétentes chargées de la préparation et de la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures	
<i>Lutte en mer</i>	
Ministère/Département/Agence	Ministère des Transports, postes et télécommunications
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	Pedro Monsuy Asumu
Adresse	Carretera del Aeropuerto Malabo II S/N
Téléphone	+240222278646
Mobile	
Courriel	
<i>Lutte en milieu littoral</i>	
Ministère/Département/Agence	Ministerio de Agricultura, Ganaderia bosques Y.M.A
Point de contact en charge de la lutte en milieu littoral	Simon Osa Adugu
Adresse	Nuevos Ministerios S/N Malabo R.G.E.
Téléphone	+2400666123785
Mobile	+240022253575
Courriel	Simon.osa@gob.gq
<i>Autorité(s) en charge de la mise en œuvre des conventions de l'OMI</i>	
Ministère/Département/Agence	Ministère des transports et Ministère de la pêche
Point de contact	Pedro Mensuy Asumu et Simon Osa Adugu
Adresse	

Téléphone	
Mobile	
Courriel	

2. Ratification des conventions internationales et législation nationale

Ratification des conventions internationales de l'OMI (relatives à la prévention, la préparation et à la lutte en cas de de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation) et transposition dans la législation nationale				
	État d'avancement de la ratification	Législation portant application de la Convention en droit national	État d'avancement de l'application	Observations / actions concrètes à prendre
Prévention				
MARPOL 73-78	ratifié			
Préparation et lutte				
OPRC 90				
Protocole OPRC-HNS				
Responsabilité et indemnisation				
CLC 69	ratifié			
CLC 92				
Fonds de 92				

Fonds suppl. (2003)				
Hydrocarbures de soute (Bunker 2001)				
LLMC 76	ratifié			
LLMC 96				
HNS 2010				

Législation nationale			
Politiques maritimes et cadre réglementaire	Existe-t-il des politiques ou stratégies maritimes ? Quel organisme en est responsable ?	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'agriculture, élevage, forêt et environnement - ministère de la pêche et des ressources hydrauliques Ministère des transports, des postes et télécommunications 	
Ratification des conventions de l'OMI	Quels sont les principaux challenges/obstacles rencontrés lors du processus de ratification ?	Absence de coordination	
		Absence de priorité	
		Absence de compétences juridiques	
		Absence de compétences techniques	
		Absence de ressources financières	

Application des conventions de l'OMI	Quelle est la procédure d'application en droit national des conventions de l'OMI relatives à la sécurité, à la pollution des mers et à la responsabilité et à l'indemnisation ?	
Application de : <ul style="list-style-type: none"> • Convention de 1992 portant création du Fonds • Protocole portant création du Fonds supplémentaire 	La loi d'application identifie-t-elle l'autorité nationale en charge de la soumission des rapports sur les hydrocarbures ?	

II. Plan national d'intervention d'urgence

1. Elaboration du plan national d'intervention d'urgence (PNIU)

Le document	
Nom du PNIU	Plan nacional de Intervencion urgente en caso de derrames de hyd.
Statut du PNIU	Elaboré, encours d'examen au gouvernement
Acte administratif d'approbation initial - Numéro et date	
Date de dernière mise à jour approuvée	
Comité / Groupe de travail en charge de la question	

Testé ? Date et commentaires principaux	
Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ? Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?	

2. Coordination, procédures de notification et organisation de la lutte

Organisation de la lutte	
Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Système de Gestion de Crise (<i>Incident Management System</i> – IMS en anglais) est utilisée dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?	Oui
Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe ?	oui
Est-ce que le PNIU prend en compte les différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2, 3) ?	oui
Organigramme :	

Procédures de notification et de rapport	
Les procédures d'alerte, de notification et de suivi (rapports, etc.) sont bien identifiées, incluant un formulaire ainsi qu'une liste de contacts à jour ?	Non
Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex : plateforme offshore, pipeline, etc.) ?	Oui
Coordination avec les plans locaux et de l'industrie	
Les plans locaux (port, terminaux, etc.) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?	Oui
Les plans d'intervention d'urgence des installations de l'industrie pétrolière sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?	Oui
Implication des communautés locales	
L'implication des communautés locales en cas de déversement d'hydrocarbures et lors d'exercices est-elle prévue ?	Oui
Suivi et archivage ; indemnisation	

Y-a-t-il un système de suivi opérations et d'archivage des documents afin de conserver les preuves ?	Non
Indemnisation et procédures de demande d'indemnisation définies et intégrées ?	Oui

2. Composants du Plan national d'intervention d'urgence

Politique d'utilisation des dispersants	
Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	
L'utilisation des dispersants est considéré comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).	
Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.	
Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?	Oui
Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable ?	
Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence ?	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	

Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants ?		
Existe-t-il des stocks de dispersants ?		
Emplacement des sites de stockage		
Nom	Propriétaire	Volume
Cartographie de sensibilités et évaluation des risques		
<i>Cartes de sensibilité</i>		
Statut des cartes de sensibilité	Non élaboré	
Groupe de travail / Comité en charge	Non existant	
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU ?		
Date de validation et de dernière mise à jour		
Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?		
Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?		
Sur quel support les cartes de sensibilité sont-elles disponibles ? Papier ou électronique ?		
<i>Evaluation des risques</i>		
Le plan inclut-il des modèles de dérive ?	Oui	
Est-ce que le PNIU prend en compte la surveillance aérienne en cas d'incident (radar, satellite, aéronef, hélicoptère, etc.) ?	Oui	
Le plan inclut-il un inventaire des risques et des scénarii de déversements ?	Oui	
La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?	Oui	
Plan d'évaluation et de réponse en milieu littoral		

Statut du plan de réponse en milieu littoral	
Quelle est l'autorité en charge de la réponse en milieu littoral ?	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan de réponse en milieu littoral fait partie du PNIU ?	
Est-ce que le plan de réponse en milieu littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral (<i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique (SCAT)</i> en anglais) ?	
Est-ce que les bénévoles peuvent prendre part à la réponse en milieu littoral ? Si oui, un plan de gestion des bénévoles est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?	
Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures	
Statut du plan de gestion des déchets	
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU ?	
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	
Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?	
Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national ?	
Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	

Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée fait partie du PNIU ?	
Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui, lesquels ?	
Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?	
Politique de brûlage <i>in-situ</i>	
Statut de la politique de brûlage <i>in-situ</i>	
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que la politique de brûlage <i>in situ</i> fait partie du PNIU ?	
Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?	
Autres éléments techniques	
Est-ce que le PNIU couvre la préparation et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?	

III. *Équipement de lutte, formations/exercices et coopération internationale*

1. Coopération transfrontalière et assistance internationale

Accords régionaux	
Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU ?	
Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon quelle fréquence ?	Non
Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	
Circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement	
Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?	Oui
Si oui, quelle est la procédure à suivre ?	Procédure de la CEMAC
Mécanismes d'assistance	
Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?	Oui, GI WACAF et Convention d'Abidjan
Y-a-t-il une assistance mutuelle entre le gouvernement et l'industrie prévoyant des échanges de matériel de lutte ?	Non le gouvernement n'a pas de matériel sauf les navires de l'armée
Des mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance internationale publique comme privé sont-ils en place ?	

2. Formations et exercices

Formation du personnel	
<i>Formations</i>	
Est-ce que le pays organise des formations internes du personnel à tous les niveaux (répondant aux besoins du pays et basé sur les standards internationaux) ?	Non
<i>Exercices</i>	
Est-ce que le pays organise des exercices nationaux (impliquant les acteurs locaux et le secteur privé) au moins une fois par an ?	Non
Éducation	
Une coopération avec les universités pour former les futurs experts dans les domaines de la gestion environnementale et de la gestion des risques industriels et environnementaux est-elle en place ou envisagée ?	Oui

3. Equipement et ressources nationales

Equipement de lutte	
Le gouvernement :	Le secteur privé :
Non	oui

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures TIER 3 ?	Non
---	-----

4. Communication

Communication avec les médias et le public	
Des procédures standardisées de communication avec les médias lors d'exercices et de crises réelles sont-elles en place ?	Oui
Un programme de formation aux meilleures pratiques et stratégies à utiliser lors de leurs communications avec les médias est-il en place pour les décideurs et les parties impliquées dans la lutte ?	Oui